Voilà, au bas chiffre, ce que fait gagner aux consommateurs du Canada, durant la présente année, la réduction de taxes opérée par le tarif de préférence de Sir Wilfrid Laurier sur les marchandises anglaises.

OBJECTIONS DES CONSERVATEURS

Mais, disent les conservateurs, "qu'est-ce que l'Angleterre a donné en échange d'un pareil avantage ?—Rien, absolument rien." (Brochure 3, p. 6).

Raison ! L'Angleterre, au contraire, nous a donné beaucoup. A part l'indépendance commerciale, confirmée par la révocation de ses traités de commerce avec l'Allemagne et la Belgique, elle nous a donné en valeur pécuniaire, une réduction de $\frac{1}{2}$ pour 100 dans le taux de l'intérêt sur l'argent que nous lui empruntons, et par l'inscription de nos emprunts à la liste des valeurs officielles, une augmentation de 2 à 3 pour 100 dans la valeur de nos obligations.

C'est déjà beaucoup ; mais l'Angleterre nous donne d'autres avantages, notamment le bénéfice de la concurrence que ses produits manufacturiers font sur nos marchés à ceux des Etats-Unis. Nous importons de l'un et l'autre pays de grandes quantités de marchandises similaires et que, jusqu'à présent, nous n'avons pu fabriquer avantageusement dans le pays. Comme nous ne pouvons faire nous-mêmes la concurrence aux manufacturiers américains, ceux-ci nous vendraient ces marchandises au poids de l'or, si nous n'avions pas la concurrence des manufacturiers anglais pour les tenir en respect.

Cette concurrence nous vaut des millions chaque année, et comme le tarif de préférence a eu pour résultat de l'augmenter sensiblement, il faut bien admettre que l'Angleterre nous donne au moins l'équivalent de ce que nous lui avons accordé.

Les conservateurs le savent bien ; mais il leur faut quelque chose pour cacher leur déconvenue, leur honte de n'avoir pas fait ce que Sir Wilfrid Laurier a si prestement accompli, et faute de mieux, ils se rabattent sur la réciprocité.

"Sir Wilfrid Laurier, dit la brochure, p. 11. "n'a rien voulu demander pour nos agriculteurs et nos éleveurs, nos producteurs et nos artisans."

Mais qu'aurait-il pu demander à l'Angleterre, qui admet déjà tous nos produits en franchise, n'impose pas un sou de droit sur les produits de nos manufactures, sauf les liqueurs et le tabac ? Si l'Angleterre imposait des droits de douane sur nos produits, nous admettons qu'il eût été du devoir de Sir Wilfrid Laurier d'en exiger l'abaissement, au moins dans la proportion que nous avons abaissé les nôtres sur les produits anglais : mais elle n'en impose pas. Comment demander l'abaissement de droits, quand il n'y en a pas ?

"Les électeurs, surtout les agriculteurs canadiens, qui demandent un marché pour les produits de la terre, vont-ils approuver cet abandon de nos droits ?" (Brochure 4, p. 13).

Si cela veut dire quelque chose, c'est qu'il n'y a pas de place sur les marchés anglais pour l'écoulement de tous nos produits et que Sir Wilfrid Laurier aurait dû demander à l'Angleterre de taxer les produits des